

## **L'armée égyptienne manœuvre pour rester au centre du jeu politique**

Par Christophe DE ROQUEFEUIL

LE CAIRE, 15 juin 2012 (AFP) - L'armée égyptienne se donne, à travers un "coup institutionnel" à la veille de l'élection présidentielle, les moyens de rester un acteur central du pouvoir et de contrer ses rivaux historiques, les Frères musulmans, estiment des analystes.

La décision jeudi de la Cour constitutionnelle de mettre hors-jeu le Parlement -au motif d'illégalité de certaines dispositions électorales- constitue un coup dur pour les islamistes qui y règnent en maîtres, et rend possible un nouveau scrutin qui pourrait leur être moins favorable.

La Cour a également levé une menace légale d'inéligibilité pesant sur le général Ahmad Chafiq, ancien Premier ministre de Hosni Moubarak et réputé proche du Conseil militaire au pouvoir, juste avant le second tour de la présidentielle samedi et dimanche.

"Avec ces jugements de la Cour, nous sommes face à un coup institutionnel" qui renforce la donne en faveur de l'armée, estime Abdallah el-Sinawy, écrivain et commentateur politique égyptien.

"Si le candidat des Frères musulmans (Mohammed Morsi) échoue à la présidentielle, le revers sera d'autant plus dur pour les islamistes qu'ils seront aussi affaiblis sur le front parlementaire", affirme-t-il.

Si M. Chafiq est élu, le Conseil militaire à la tête du pays depuis la chute de M. Moubarak devrait lui remettre ses prérogatives comme promis et sans trop de réticence. En revanche, M. Morsi "aura beaucoup plus de problèmes" à se voir remettre toutes les clés de l'exécutif, estime M. Sinawi.

Pour certains experts, les généraux qui assurent directement le pouvoir depuis février 2011 ont eu amplement le temps de peaufiner leur stratégie, quitte à la masquer derrière des décisions de justice contestables.

"Le cadre juridique général de toute cette affaire est bancal", même s'il n'y a pas à ce stade de "coup d'Etat", estime Mathieu Guidère, spécialiste du monde musulman à l'université de Toulouse (France).

Pour lui, "cela relève avant tout d'une stratégie politique pensée de façon sérieuse par l'institution militaire, qui essaie de garder la totalité des options ouvertes quel que soit le résultat de la présidentielle".

La disqualification du Parlement "laisse le champ ouvert à un rééquilibrage de l'Assemblée en faveur de Chafiq et au retour à un régime présidentiel", qui a les faveurs des militaires pourvu qu'un homme de confiance soit à la tête de l'Etat, ajoute-t-il.

"Ce qui se passe fait partie du plan global de transition mis au point par les militaires, qui essaient depuis près d'un an et demi d'absorber le choc de la révolution", assure Khalil al-Anani, spécialiste du Moyen-Orient à l'université britannique de Durham.

"Ils ont commencé par les jeunes, maintenant il s'attaquent aux Frères musulmans", affirme-t-il.

Parallèlement, les services de renseignement et la police militaires viennent d'être à nouveau autorisés à arrêter des civils, une mesure qui renforce la capacité de l'armée à faire face à d'éventuels troubles.

L'armée égyptienne a donné à l'Egypte tous ses présidents depuis le renversement de la monarchie par les "officiers libres" en 1952. Dominée par une culture du secret, à la tête d'un empire économique opaque, elle a toujours préféré rester influente dans l'ombre du président plutôt que de s'exposer directement.

Le mouvement des Frères musulmans, qu'elle a longtemps réprimé et maintenu dans la semi-clandestinité, mais avec qui elle a su à l'occasion dialoguer, reste son seul rival de taille sur la scène politique.

Pour Antoine Basbous, qui dirige l'Observatoire des pays arabes à Paris, "on assiste à une restauration déguisée" du système de pouvoir militaro-politique égyptien.

"L'armée égyptienne n'est pas prête à lâcher le pouvoir et à voir des islamistes jeter des généraux en prison, comme en Turquie, et renvoyer les militaires dans leurs casernes", souligne-t-il.